



Parti Communiste

Révolutionnaire de France



Visio-conférence du 13 février 2021 : Intervention du PCRf sur le retrait du Franc CFA et des soldats français du Sahel

Chères et chers Camarades,

Au nom du Parti Communiste Révolutionnaire de France, je voudrais tout d'abord remercier les camarades du Rassemblement Communiste pour avoir organisé cette visio-conférence consacrée à la lutte contre l'impérialisme français en Afrique, et pour nous y avoir invités. Nous saluons nos camarades des organisations africaines qui participent à cette visio-conférence.

Dès le début de son quinquennat, Emmanuel Macron, en prolongement de la politique impérialiste menée par Sarkozy et Hollande, a continué et renforcé l'intervention militaire française en Afrique sahélienne (Mali, Niger, Burkina). La politique de Paris dans ces pays, mais aussi au Congo-Brazzaville, en Côte d'Ivoire, au Gabon, au Niger, en République Centrafricaine, au Sénégal, au Tchad, etc., n'est pas concevable sans les conseils avisés des groupes AREVA, Bolloré, Bouygues, Total et de quelques autres monopoles français. Une démonstration de force militaire est destinée justement à renforcer les positions de ces grandes multinationales françaises, dans la région et pour rappeler aux "partenaires" que l'impérialisme français ne cédera pas une seule parcelle de son « pré carré » aux nouveaux arrivants, en particulier à la Chine, mais aussi aux USA, à l'Allemagne, au Royaume-Uni, voire au Japon.

La réflexion stratégique qui intéresse la bourgeoisie française est relative à l'importance de ses intérêts fondamentaux en Afrique et à la gestion de son héritage postcolonial dans une conjoncture de concurrence exacerbée entre les puissances impérialistes. Les événements survenus au Mali en août 2020 ont vu le gouvernement d'Ibrahim Boubacar Keïta être renversé par une junte militaire. Ce que nous avons écrit en août s'est confirmé. Le CNSP annonçait d'emblée la reconnaissance de tous les accords internationaux, et les richesses du sous-sol du Mali continuent donc d'être exploitées par les firmes monopolistes françaises. Le CNSP a permis à l'impérialisme français de manoeuvrer contre le mécontentement populaire et s'est révélé être son allié ; l'issue du processus en cours, dans cet État africain, dépendra du niveau de direction politique que prendront le mouvement M5-RFP et les masses vers un anti-impérialisme populaire pour le socialisme. Cela nous conduit à réaffirmer notre rejet de la politique menée par l'impérialisme français dans ce pays, ainsi que notre solidarité internationaliste avec le peuple du Mali.

Rappelons d'emblée que la France dispose de plus de 5000 hommes qui parcourent le Sahel entre Mali, Burkina, Tchad et Niger, et qui sont officiellement requis par les dirigeants de ces pays pour résister aux méfaits des groupes armés intégristes-djihadistes, (l'effectif des forces spéciales n'est pas connu) ; une présence permanente en Côte d'Ivoire, au Sénégal, au Gabon, à Djibouti et à La Réunion ; des partenariats de défense avec huit pays (Cameroun, Centrafrique, Comores, Côte d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Sénégal et Togo) ; des accords pour la formation d'officiers africains ; un réseau significatif d'attachés, de conseillers et de coopérants militaires...

Ceci dit, il serait erroné de penser que l'impérialisme français se limite aux interventions militaires en Afrique, sans parler d'un autre aspect : celui de la dette. L'un des cinq points de la définition léniniste de l'impérialisme, c'est l'exportation des capitaux. L'une des formes de la

soumission des peuples, c'est la création de la dette artificielle. Les origines de la dette en Afrique remontent aux origines du colonialisme. Depuis les années 1960, lors des indépendances de ses anciennes colonies, la France a continué sa politique coloniale en empêchant le développement économique de ces pays pour privilégier les exportations de matières premières brutes vers l'Europe. Sur le plan économique, cette situation a provoqué un surendettement de plus en plus important des pays africains. Aujourd'hui, la vision néo-coloniale consiste à dire qu'il faut « aider nos amis africains en annulant leurs dettes », comme l'a annoncé le Président Macron lors d'une de ses dernières allocutions. Mais ce qu'il faut comprendre, c'est qu'en annulant certaines dettes de ses anciennes colonies, l'impérialisme français impose en échange à ces prétendus « amis » de collaborer avec des entreprises françaises et d'accepter de se soumettre aux mesures économiques qui leur seront demandées.

Dans ce contexte, le Franc CFA, qui portait à l'origine son vrai nom de « Franc des Colonies Françaises d'Afrique », continue parfaitement de jouer son rôle de monnaie coloniale en tant qu'outil de soumission. Toutes les décisions monétaires sont prises à Paris. C'est un système rentier qui écrase totalement la souveraineté monétaire et la souveraineté tout court des pays du Sahel et d'Afrique centrale, anciennement colonies françaises.

En effet, c'est le Trésor Public français qui garantit la convertibilité des Francs CFA dans d'autres monnaies. En échange, 50 % de réserves des Francs CFA sont déposés sur les comptes du Trésor Public en France. Les usines de fabrication de la monnaie sont en France. La Banque centrale africaine est inféodée au Ministère des Finances français.

Et surtout, comment ne pas parler de cette nébuleuse qu'est la « Françafrique », avec ses mécanismes criminels de délinquance politique en Afrique : accords secrets, "coups tordus", manipulations fomentées par plusieurs personnes proches des milieux mafieux, contre la démocratie et les opposants politiques de plusieurs pays d'Afrique. C'est le maintien du système français qui permet aux entreprises françaises de continuer à assurer leur domination économique en Afrique francophone. La présence militaire française est indissociable du système français, à travers les accords de défense et de coopération militaire. Lorsque les services secrets français ou les réseaux politico-affairistes ne veulent pas agir au grand jour, ce sont les groupes mercenaires qui prennent le relais.

Ce système empêche par ailleurs le développement des pays africains par une mise en place des économies de rente, fondées sur le prélèvement de la richesse des matières premières. Les présidents-dictateurs n'ont aucun intérêt au développement de leur pays, qui pourrait favoriser la montée en puissance d'une classe ouvrière en capacité de lutter contre le régime en place. Le système clientéliste ne tient que parce que les populations n'ont d'autre choix que de dépendre de l'État. La Françafrique soutient également un système de fraude électorale massive permettant le maintien en place des dictateurs, appelés maintenant « démocrates » malgré des élections truquées. Dans la continuité de l'époque coloniale, les profits tirés de ce système semi-colonial servent aussi la bourgeoisie française qui, en France, cherche à corrompre le mouvement ouvrier et à alimenter une bureaucratie ouvrière par la distribution de quelques miettes destinées à étouffer dans l'oeuf de possibles soulèvements populaires. Les surprofits réalisés en Afrique permettent au capitalisme de manœuvrer pour pérenniser le système d'exploitation ici en France, par une politique de hauts salaires pour certaines catégories de salariés, par la corruption de certaines couches supérieures de la classe ouvrière, des parlementaires, des permanents des partis sociaux-démocrates, révisionnistes, des syndicats intégrés. Par cette corruption se forment en France une aristocratie et une bureaucratie ouvrières qui apportent un soutien social au système d'exploitation. Nous avons donc, nous, organisations révolutionnaires des États impérialistes comme la France, un intérêt tout particulier à empêcher les surprofits des monopoles tirés de la Françafrique.

Tant que le capitalisme existe, l'excédent de capitaux est consacré non pas à élever le niveau de vie des masses dans un pays donné, car il en résulterait une diminution des profits pour les capitalistes, mais à augmenter ces profits par l'exportation de capitaux dans les pays sous la coupe des impérialismes dominants, comme le sont aujourd'hui les pays du Sahel. Aujourd'hui, les peuples se trouvent devant les tâches immédiates de la conquête du pouvoir, de l'expropriation des monopoles et de la réalisation des mesures d'instauration de la démocratie dans la perspective du socialisme.

Il s'agit de l'instauration de la démocratie intégrale, par conséquence non seulement d'instaurer une égalité totale en droit des nations, mais aussi de mettre en application les droits des peuples opprimés à disposer d'eux-mêmes, c'est-à-dire le droit à une réelle souveraineté politique. C'est pour cela qu'aujourd'hui nous exigeons fermement le retrait du Franc CFA et des soldats français du Sahel.

Pour porter des coups concrets à l'impérialisme français en Afrique, au Sahel en particulier, nos organisations du Mouvement Communiste de France, en coordination avec les partis et associations africaines, peuvent et doivent travailler au ralentissement, à la gêne des déploiements militaires au Sahel : empêcher les navires militaires d'appareiller, de ravitailler, d'embarquer les troupes depuis le sol français. En lien avec les organisations syndicales dans les ports et docks, avec la Fédération Syndicale Mondiale, avec les associations de masse pour la paix et contre l'impérialisme français, nous proposons de travailler à des rassemblements, des grèves et des blocages contre les manoeuvres militaires de la France, dont l'objectif est le Sahel par exemple. Nous pouvons tout à fait nous renseigner pour connaître les déplacements, escales et calendriers de la logistique française. Il est aussi possible de faire le même travail près des bases aériennes sur le territoire français. C'est une tâche pratique difficile, qui demande discipline et organisation, mais elle a fait ses preuves et a l'avantage de lier notre classe ouvrière à la lutte contre notre impérialisme, d'être visible publiquement tout en mettant en échec ou en gênant les plans de l'impérialisme.

Enfin, la tâche des organisations communistes en France reste inchangée, aussi dans le cadre de notre solidarité internationaliste avec nos frères et sœurs d'Afrique : Nous devons inscrire en permanence à l'ordre du jour de nos engagements le renforcement de la construction du Parti communiste et la lutte révolutionnaire pour le renversement des gouvernements impérialistes, avec comme but final, l'expropriation de notre bourgeoisie et la construction d'une nouvelle société libérée du joug capitaliste.

Merci pour votre attention. Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !